

Unité inter-départementale Anjou Maine
Pôle Risques Chroniques
Rue du Cul d'Anon
Parc d'activités Angers/Saint Barthélemy
CS80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou Cedex

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 23 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE SAINT FLORENT

1 route du Pont de Vallée
Saint Florent le Vieil
49410 Mauges-Sur-Loire

Références : 2026-67_SISF (STÉ INDUSTRIELLE DE ST-FLORENT)_INSP_RAP
Code AIOT : 0006301359

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/01/2026 dans l'établissement SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE SAINT FLORENT implanté 1 route du Pont de Vallée Saint Florent le Vieil 49410 Mauges-sur-Loire. L'inspection a été annoncée le 19/12/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'exploitant a été mis en demeure, par arrêté préfectoral du 29/01/2024, de mettre en place une détection automatique d'incendie dans tous les locaux de stockages de matières combustibles de son site, dans un délai de 6 mois. L'inspection des installations classées a procédé le 28/01/2026 à une visite sur site de récolement de la mise en demeure.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE DE SAINT FLORENT
- 1 route du Pont de Vallée Saint Florent le Vieil 49410 Mauges-sur-Loire
- Code AIOT : 0006301359
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société Industrielle de Saint Florent (SISF) exploite sur la commune déléguée de Saint-Florent-le-Vieil un établissement de transformation de produits laitiers sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 avril 2011.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
5	Effets thermiques sur les tiers	AM du 11/04/2017 - annexe VIII	Susceptible de suites	Demande d'action corrective	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Documents administratifs	AM du 11/04/2017 - point 1.2 de l'annexe II	Susceptible de suites	Sans objet
2	Détection incendie	AM du 11/04/2017 - point 12 de l'annexe II; art.7.5.4.1 de l'AP du 28/04/2011; art.1 de l'APMD du 29/01/2024	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	État des matières stockées – gestion des stocks	AM du 11/04/2017 - point 1.4-I de l'annexe II ; art. 7.1.1 de l'AP du 28/04/2011	Susceptible de suites	Sans objet
4	État des matières stockées - information de la population	AM du 11/04/2017 - point 1.4-I de l'annexe II	Susceptible de suites	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'étude des flux thermiques doit être révisée.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Documents administratifs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 1.2 de l'annexe II
Thème(s) : Situation administrative, Éléments du dossier
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 20/11/2023 type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants : [...] - les différents documents prévus par le présent arrêté. [...]</p>

Constats :

Lors de la visite de 2023, l'exploitant ne disposait pas des justificatifs relatifs au dimensionnement des dispositifs de détection automatique d'incendie (point 12 de l'annexe II de l'AM du 11/04/2017), les locaux de stockage de matières combustibles n'étant pas équipés de détection (cf. constat suivant).

Lors de la visite de 2026, l'exploitant a transmis le tableau d'analyse des risques incendie du site, dans lequel sont recensés l'ensemble des détecteurs d'incendie du site (y compris les locaux de stockage). Ce tableau affiche par zone : le nombre des détecteurs nécessaires et celui des détecteurs installés. Ce document permet de justifier de la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Détection incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 12 de l'annexe II ; art. 7.5.4.1 de l'AP du 28/04/2011 ; article 1 de l'APMD du 29/01/2024

Thème(s) : Risques accidentels, Incendie

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Avec suites

Prescription contrôlée :

* AM du 11/04/2017 – point 12 de l'annexe 2 :

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages [...].

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

* AP du 28/04/2011 - article 7.5.4.1 :

L'établissement doit disposer [...] d'un système de détection incendie, équipant les locaux transformateurs, la salle des machines ammoniac, le local des compresseurs, la chaufferie, les groupes électrogènes, les locaux électriques de commande et de puissance, les salles de contrôle, le local abritant la machinerie de l'ascenseur de la tour de séchage de lait. Les locaux affectés au stockage de matières combustibles en sont équipés au plus tard le 31 décembre 2012.

* APMD du 29/01/2024 – article 1 :

La Société Industrielle de Saint Florent, exploitant une installation de réception, stockage, traitement et transformation du lait, sise 1 route du Pont de Vallée sur la commune de Mauges-sur-Loire (Saint-Florent-le-Vieil), est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 7.5.4.1 (alinéas 1 et 2) de l'arrêté préfectoral du 28 avril 2011 susvisé et du point 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé, en mettant en place une détection automatique d'incendie dans tous les locaux de stockages de matières combustibles relevant de la rubrique 1510, en respectant les échéances suivantes :

- en transmettant, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, le descriptif des dispositifs de détection prévus, démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection, compte tenu des produits stockés et des caractéristiques des locaux, ainsi qu'un bon de commande correspondant ;
- en mettant en place, dans un délai de six mois à compter de la notification du présent arrêté, la détection automatique d'incendie ;
- en justifiant, dans un délai de sept mois à compter de la notification du présent arrêté, du caractère opérationnel des systèmes de détection automatique d'incendie (procès verbal de réception des dispositifs, première vérification complète, justification du fonctionnement de la transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant, ...).

Constats :

Lors de la visite de 2023, l'exploitant avait transmis des plans localisant l'implantation des détecteurs automatiques d'incendie du site. Ces plans permettaient d'identifier des détecteurs dans les locaux techniques. En revanche, l'inspection avait constaté que les locaux de stockage n'étaient pas équipés de détection. L'exploitant avait été **mis en demeure de mettre en place une détection automatique d'incendie correctement** dimensionnée. Par ailleurs, l'exploitant avait transmis le rapport de vérification des détecteurs réalisée le 20/07/2023, et un rapport d'intervention daté du 12/10/2023. Ces documents affichaient les anomalies suivantes : présence de 3 zones « en dérangement », « adresse en dérangement zone 21 TGBT transfo Est », « zone 26 hors service ».

Lors de la visite de 2026, l'exploitant a transmis un plan localisant l'implantation des détecteurs automatiques d'incendie du site (y compris dans les locaux de stockages, notamment : les magasins A, B, C, et D ; les zones de stockage « produits finis », « emballages », « pesée », « agro-fourniture », ...). Par ailleurs, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des détecteurs réalisée du 28 au 30/10/2025. Ce rapport conclut que les essais des détecteurs d'incendie et du report téléphonique sont satisfaisants.

L'inspection constate que la prescription de l'article 1 de l'APMD du 29/01/2025 est ainsi respectée. Il est donc proposé de lever la mise en demeure.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : État des matières stockées – Gestion des stocks

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 1.4-I de l'annexe II ; art. 7.1.1 de l'AP du 28/04/2011

Thème(s) : Risques accidentels, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

AM du 11/04/2017 – Point 1.4-1 de l'annexe II :

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet [...] de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie.

[...]

AP du 28/04/2011 – Art. 71.1 :

L'exploitant tient à jour l'inventaire et l'état des stocks des substances ou préparations dangereuses présentes dans l'établissement (nature, état physique et quantité, emplacements) en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur, auquel est annexé un plan général des stockages.

Cet inventaire est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

Constats :

Lors de la visite de 2023, l'exploitant avait transmis :

=> 3 fichiers d'états des stocks, dénommés :

- « Stocks-Usine_311023 », listant : les produits chimiques ; les ingrédients, emballages et produits finis de l'activité nutrition ; les ingrédients, emballages, et produits finis de l'activité poudre.

- « Stock Agrofourniture » daté du 09/11/2023, listant les produits stockés dans la zone R de l'IPD4. Il s'agissait d'un stockage limité, qui ne concernait pas exclusivement des matières combustibles, mais concernait en revanche des matières dangereuses pour certains produits.

- « Stock inventaire maintenance octobre 2023 », listant les articles stockés dans l'atelier maintenance ; ce stockage ne concernait pas exclusivement des matières combustibles.

Toutefois, ces fichiers ne permettaient pas de disposer d'une vision globale des stocks par zone de stockage. Par ailleurs, seuls des noms commerciaux ou identifications internes de produits étaient recensés, sans information sur : la nature des matières combustibles, et les catégories de danger associé ; par ailleurs, les tonnages n'étaient pas systématiquement précisés.

=> 1 plan des zones de stockage (dénommé « plan des risques »).

Toutefois, il n'était pas possible de faire le lien entre ce plan et les différents fichiers d'état des stocks fournis.

En conclusion, les différents documents fournis étaient utilisés pour les besoins internes de suivi des stocks du site, mais ne répondaient pas à l'état des matières stockées attendu pour répondre aux dispositions de l'AM du 11/04/2017 et de l'AP du 28/04/2011.

Lors de la visite de 2026, l'exploitant a transmis un fichier d'état des stocks des matières combustibles / dangereuses / inflammables précisant leur localisation sur site, leur tonnage, et le cas échéant les mentions de danger. Un plan représentant les zones de stockage est associé au fichier transmis. L'inspection constate que ces documents permettent de répondre aux prescriptions mentionnées supra.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : État des matières stockées - Information de la population

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, point 1.4-I de l'annexe II

Thème(s) : Risques accidentels, 3. Inventaire synthétique

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux objectifs suivants :

[...]

2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.
[...]

Constats :

Lors de la visite de 2023, l'exploitant avait transmis un « plan des risques » qui localisait les stockages, mais également les équipements à risques (tour de séchage, autoclaves, transformateurs, ...). Le plan était associé à un tableau listant les différentes zones de stockage, une description synthétique des produits stockés, et les quantités maximales susceptibles d'être stockées. L'inspection avait constaté que la liste des zones de stockage était incomplète (zones « K » à « Q » non répertoriées), que les quantités indiquées étaient les quantités maximales susceptibles d'être stockées (et non celles réellement stockées), que ces quantités n'étaient pas exprimées uniformément « en tonnes » (parfois en : m³, nombre de palettes, ...), que la nature des matières combustibles et la catégorie de risque n'étaient pas systématiquement indiqués.

Lors de la visite de 2026, l'exploitant a transmis les documents actualisés mentionnés dans le constat précédent, prenant en compte les observations de l'inspection formulées supra. Ils correspondent ainsi à l'état des matières stockées attendu en vue de l'information de la population.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Effets thermiques sur les tiers

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, annexe VIII

Thème(s) : Risques accidentels, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 20/11/2023
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites

Prescription contrôlée :

[...]

1. Étude des effets thermiques

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

[...]

Constats :

Lors de la visite de 2023, l'exploitant avait transmis le rapport des modélisations Flumilog réalisées en mars 2023 par l'APAVE. 4 scénarios incendie avaient été modélisés :

- scénario n°1 : incendie des zones A à F, avec 3 cellules (cellule 1 pour les zones B, E et F, cellule 2 pour la zone A, et cellule 3 pour les zones C et D) ;
- scénario n°2 : incendie de la zone J ;
- scénario n°3 : incendie des zones M à P, avec une seule cellule ;
- scénario n°4 : incendie de la zone K.

L'inspection avait vérifié sur site les caractéristiques des stockages des zones A à F, et la cohérence entre les hypothèses de modélisation du scénario n°1 et la configuration réelle des stockages. **Il apparaissait plusieurs points d'incohérence ou éléments nécessitant d'être justifiés :**

- pour les 3 cellules, le caractère EI120 des murs extérieurs et des parois séparatives n'était pas justifié ; la présence de portes « non EI120 » ou d'ouvertures dans les parois séparatives n'était pas pris en compte ;
- pour la cellule 1, la longueur de préparation A et les déports latéraux pris en compte dans la modélisation n'étaient pas cohérents avec les distances réelles constatées dans la zone B ;
- pour la cellule 1, seul le stockage en masse des poudres (zone B) avait été considéré dans la modélisation, alors qu'il existait également un stockage en rack (zones E et F) ;
- pour la cellule 2, les déports latéraux pris en compte dans la modélisation n'étaient pas cohérents avec les distances réelles constatées dans la zone A.

Par ailleurs, la modélisation du scénario n°1 montrait que **les flux de 3 et 5 kW/m² sortaient des limites de propriété au nord du site, mais la surface atteinte par ces flux n'était pas dimensionnée et aucune information n'était fournie sur la nature des terrains touchés par ces flux et les enjeux en présence.**

Enfin, le rapport appelait les **observations suivantes** pour les 3 autres scénarios modélisés :

- scénario n°2 : incohérence sur la nature des parois retenues (REI15), puisqu'il s'agissait d'un stockage en chapiteau, sans aucune tenue au feu des parois ;
- scénario n°3 : non justification du caractère EI120 et R15 des parois Est, Sud, Ouest, et des caractéristiques des stockages (dimensions des stockages et éloignement vis-à-vis des parois) ;
- scénario n°4 : non justification du caractère EI120 et R15 de la partie basse des parois Est, Ouest, Nord, et des caractéristiques des stockages (dimensions des stockages et éloignement vis-à-vis des parois).

Lors de la visite de 2026, l'exploitant a transmis le rapport des modélisations Flumilog révisées en février 2024 par l'APAVE, suite aux observations de l'inspection formulées supra.

Certaines des observations de 2023 n'ont pas été prises en compte :

- la présence de portes « non EI120 » ou d'ouvertures dans les parois séparatives ;
- la présence de stockages en rack dans les zones E et F.

La prise en compte d'autres observations n'a pu être vérifiée, car seules les zones de stockage A et B ont été visitées par l'inspection ou/et les plans détaillés des stockages (permettant de contrôler les hypothèses des modélisations Flumilog) n'ont pas été fournis.

Le rapport conclut :

- pour les 4 scénarios, à « l'absence hors site de flux thermiques de 8 kW/m² » ;
- pour le scénario n°1, à la « présence hors site de flux thermiques de 5 kW/m² sur 8 m² et de 3 kW/m² sur 80 m², impactant une zone sans enjeux (bout de jardin) » ;
- pour le scénario n°4, à la « présence hors site de flux thermiques de 3 kW/m² sur 4 m², impactant une zone sans enjeux majeurs (route départementale RD210 d'un trafic inférieur à 5000 véhicules par jour) ».

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

→ **L'étude des flux thermiques doit être revue en tenant compte des observations formulées supra. Une description et un plan détaillé des stockages seront fournis, et les hypothèses retenues dans les modélisations seront justifiées au regard des caractéristiques réelles des stockages.**

<p>Les conclusions de l'étude actuelle, sur la présence de flux hors site, étant susceptibles d'évoluer, l'étude revue devra conclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la présence ou non de flux thermiques de 8 kW/m² hors site. Des actions correctives devront être prises le cas échéant (cf. point 2 de l'annexe VIII de l'AM du 11/04/2017) ; - à la présence ou non de flux thermiques de 3 et 5 kW/m² hors site. <p>Le cas échéant, les surfaces touchées et la nature des terrains devront être précisées, pour permettre à l'administration d'établir le porter à connaissance qu'il pourrait être nécessaire de réaliser auprès de l'autorité compétente en matière d'urbanisme.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 30 jours